

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331  
31776 COLOMIERS cedex

Colomiers, le 29/07/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EOVAL**

Zac du Terroir  
6-8 Impasse Jean Mermoz  
31140 Saint-Alban

Références : 2022-713  
Code AIOT : 0006802422

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/04/2022 dans l'établissement EOVAL, implanté Zac du Terroir au 6-8 Impasse Jean Mermoz à Saint-Alban.

L'inspection a été annoncée le 04/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale relative au contrôle des installations voisines de sites Seveso (installations ou activités économiques présentes dans un rayon de 100 mètres autour du site Seveso).

Dans le cadre défini par l'action nationale susvisée, la présente visite a pour objet de vérifier, par sondage et au regard de la réglementation ICPE applicable, l'absence d'effets dominos de l'installation contrôlée sur le site Seveso voisin (site TRIADIS Services dans le présent cas).

La visite s'est déroulée en deux parties : un contrôle documentaire en salle et une visite des installations de stockage et des aires extérieures et de toutes les limites de propriété.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EOVAL (ex-SEVIA)
- Zac du Terroir 6-8 Impasse Jean Mermoz 31140 Saint-Alban
- Code AIOT : 0006802422
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site exploité par la société EOVAL (anciennement SEVIA) est spécialisé dans la collecte des huiles usagées et des déchets de garage. Une dizaine de personnes travaillent sur le site (chauffeurs, personnel d'exploitation, commerciaux et personnel administratif). Le site est certifié ISO 9001 et ISO 14 001.

La société SEVIA est agréée pour le ramassage des huiles usagées dans le département de la Haute-Garonne par l'arrêté préfectoral du 20 février 2020 pour 5 ans.

Le site relève du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2718 et 3550 de la nomenclature des installations classées et de la directive IED.

Une extension des activités du site au transit de déchets non dangereux (ferrailles, déchets de l'automobile) et de déchets dangereux autres que les huiles et fluides automobiles usagés (déchets de garage essentiellement) est autorisée par l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013.

Par courrier du 6 février 2020, complété le 6 juin 2020, la société EOVAL a déclaré le changement d'exploitant du site suite au rachat du fond de commerce de la société SEVIA. La société EOVAL, tout comme la société SEVIA, est une filiale de SARP Industries appartenant au groupe VEOLIA.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- gestion des déchets,
- respect des dispositions suivantes en lien avec l'action nationale précitée : règles d'implantation, stockages extérieurs, moyens de défense incendie, détection incendie et surveillance en dehors des heures de fonctionnement.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement,

des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 1.2.3
2	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
5	Installations d'entreposage internes des déchets	Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 5.1.3
6	Transit de déchets dangereux en petits contenants	Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 5.1.5.2
7	Reconditionnement monoproduit de déchets liquides	Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 5.1.5.3
9	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 7.1.5
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 7.2.5

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Quantités maximales autorisées (garanties financières)	Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 2
4	Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 5.1.5
8	État des stocks	Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 7.1.3
11	Moyens de lutte contre les projections	Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 7.2.7
12	vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 7.5.3
13	Rapport annuel	Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 8.3.5

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Il ressort, des constats relevés par l'inspection et réalisés par sondage le jour de la visite, les conclusions générales suivantes :

Pour ce qui concerne la gestion des déchets, 3 faits susceptibles de suites relatifs à :

- l'absence de porter à la connaissance du préfet de la modification des modalités de stockage d'une partie des déchets dangereux sur le site,
- la présence de 2 cuves de 1 000 L de regroupement de déchets dangereux liquides (diluants et liquides de refroidissement) en dehors de l'auvent,
- l'absence de justification de l'absence de dispositions visant à limiter les émissions diffuses de COV lors des opérations de reconditionnement des diluants.

Pour ce qui est des dispositions en lien avec l'action nationale « bandes des 100 m » précitée, 3 faits susceptibles de suites relatifs à :

- l'absence de prise en compte des matières combustibles non dangereuses (contenants vides) dans l'état des stocks et le plan des stockages,
- l'absence de dispositif anti-intrusion et de détection incendie reportée,
- l'absence de justification de la disponibilité du débit requis du poteau incendie et de l'adéquation de l'agent d'extinction de l'armoire de stockage de sécurité à la nature des déchets entreposés à l'intérieur.

Concernant spécifiquement les règles d'implantation, bien que la présence d'emballages vides le long de la clôture ait été relevée, il y a lieu de noter qu'aucune limite de propriété du site n'est commune avec le site voisin Seveso, distant de plus de 100 mètres et séparés par d'autres entreprises et l'avenue Léon Jouhaux.

### **2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Consistance des installations autorisées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 1.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<p><b>Prescription contrôlée:</b></p> <p>Le site de SEVIA est composé de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1715 m<sup>2</sup> de voiries ;</li> <li>- 200 m<sup>2</sup> de toitures ;</li> <li>- 452 m<sup>2</sup> d'espaces verts.</li> </ul> <p>Le site comporte 3 bâtiments :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un dédié aux bureaux, vestiaires et salle de repas (72 m<sup>2</sup> — hauteur 6m);</li> <li>- un dédié au stockage de déchets dangereux (85 m<sup>2</sup> — hauteur 6m);</li> <li>- un local technique (stockage de pompe, de chariot élévateur, de la cuve de gazole).</li> </ul> <p>Il comporte aussi des aires de stockage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 8 cuves de stockages de 50 m<sup>3</sup> (7 pour les huiles usagées, 1 pour le liquide de refroidissement) ;</li> <li>- une aire de stockage de contenants neufs ou propres comprenant également une benne à ferrailles ;</li> <li>- une aire de stockage de 4 bennes (2 dédiées aux stockages des emballages vides souillés et des solides imprégnés, 2 aux filtres à huile et à gazole) ;</li> <li>- une aire composée d'une benne pour le stockage des pare-chocs et d'une pour les pare-brises ;</li> <li>- une aire de chargement et déchargement permettant le dépotage des huiles usagées récupérées dans les cuves citées supra et leur chargement lors des envois pour élimination.</li> </ul> <p>Un plan de la disposition prévue sur le site est joint en annexe.</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de la visite, il a pu être constaté qu'il n'y a pas eu d'évolution notable des installations depuis la dernière visite d'inspection de 2019 ni depuis le changement d'exploitant. Toutefois, comme cela a déjà pu être relevé lors des précédentes inspections, il a été constaté que le bâtiment, destiné à accueillir les déchets dangereux (tel que prévu par l'APC du 24/12/2013) n'est toujours pas mis en œuvre. L'exploitant a choisi, en lieu et place, d'acheter une armoire de stockage de sécurité pour y entreposer les déchets dangereux (liquides inflammables et aérosols notamment).</p> <p>Celle-ci présente, selon la documentation technique présentée, une protection d'un degré coupe-feu 2 heures, et est équipée d'une rétention et d'un système d'extinction automatique intégrés.</p> <p>Cette armoire permet de stocker les déchets dangereux dans des conditions conformes aux prescriptions de l'arrêté (en termes de rétention et de détection / extinction incendie).</p> <p>Toutefois, il a également été constaté que certains des déchets dangereux (ceux en simple transit pour quelques jours, avant transfert vers le site EOVAL de Lafitte-Vigordane) ne sont pas stockés dans cette armoire, ce qui n'est pas totalement conforme aux dispositions de l'arrêté. L'exploitant ayant fait savoir que le projet de construction ou d'aménagement de bâtiment pour les déchets dangereux n'était pas d'actualité pour le moment, <b>il convient que la modification des modalités d'entreposage des déchets dangereux (y compris ceux en simple transit) réellement mises en œuvre soit portée à la connaissance du préfet.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : État des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Post-Lubrizol
<b>Prescription contrôlée:</b> État des matières stockées : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
<b>Constats :</b> L'exploitant tient à jour un état des stocks quotidien. Pour les huiles usagées et les liquides de refroidissement, les cuves de stockage sont équipées de sondes de télémessure qui reportent en temps réel les quantités de déchets présentes. L'état des stocks est accessible en tout temps via un site internet. L'état des stocks du matin de la visite (consultation à 10h22) faisait état : <ul style="list-style-type: none"><li>- de 2 cuves de liquides de refroidissement contenant respectivement 12 580 L et 8 950 L, soit 21 530 L, représentant 23 tonnes environ,</li><li>- de 6 cuves d'huiles usagées contenant de 7 à 50 m<sup>3</sup> selon les cuves (soit une quantité totale de 255 t au maximum).</li></ul> Pour les autres déchets dangereux, l'état des stocks est arrêté la veille au soir et maintenu à jour en fonction des entrées/sorties de la journée. L'état des stocks consulté, correspondant à l'état de la veille au soir de la visite, faisait état de: <ul style="list-style-type: none"><li>- filtres à huile (stockés en benne) : 29 t (mais l'exploitant indique que ce poids inclus le poids des caisses palettes)</li><li>- emballages vides souillés (stockés en benne) : 5,9 t dont 1 t de contenant</li><li>- batteries : 10 t</li><li>- diluants (stockés dans l'armoire) : 133 kg</li><li>- aérosols (stockés dans l'armoire) : 260 kg</li></ul> L'exploitant ne dispose pas, par contre, d'un état des stocks des contenants vides (palettes-box, fûts, palettes, ...) ni d'un plan de localisation des différents stockages incluant ces contenants qui peuvent représenter une charge combustible non négligeable.  A cet égard, il est observé que les contenants vides de type caisses-palettes et les palettes en bois sont stockées le long de la clôture. De façon à limiter d'éventuels effets dominos en cas d'incendie, il conviendrait d'intervertir ces stockages avec ceux des fûts métalliques vides.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Quantités maximales autorisées (garanties financières)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée:</b> La quantité maximale de déchets dangereux susceptibles d'être présents sur le site est de 451 tonnes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 315 tonnes d'huiles usagées (total annuel maximum : 4200 tonnes)</li><li>- 106 tonnes de déchets dangereux divers provenant d'ateliers mécaniques (total annuel maximum : 1800 tonnes)</li><li>- 30 tonnes de liquide de refroidissement (total annuel maximum : 250 tonnes).</li></ul>
<b>Constats :</b> Au regard des quantités indiquées précédemment, les quantités maximales autorisées sont respectées le jour de la visite.  À noter toutefois que la déclaration GERE 2021 fait apparaître un léger dépassement de la quantité annuelle autorisée de transit indiquait pour les liquides de refroidissement (273 t au total pour 250 t autorisées) que l'exploitant explique par le rattrapage du contexte particulier de l'année 2020 (crise COVID).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 5.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée:</b> [...] Tous les déchets transitant sur le site font l'objet d'une procédure d'acceptation préalable avant collecte. Le site est équipé d'une balance pour procéder à la pesée des déchets dangereux entrant sur le site (hors huiles usagées et liquides de refroidissement conditionnés en camion citerne). L'exploitant prélève un échantillon de tout déchet (sauf ceux en fûts fermés qui doivent être étiquetés) les archive et les conserve jusqu'à la réception du justificatif d'élimination. Lors des regroupements, l'exploitant prélève également un échantillon du regroupement réalisé et les conserve jusqu'à la réception du justificatif d'élimination. Lorsque les déchets reçus présentent des incompatibilités chimiques, leurs stockages sont divisés en plusieurs zones matérialisées garantissant un éloignement des déchets incompatibles entre eux d'au moins 2 m.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un pont bascule à l'entrée du site pour procéder à la pesée des déchets dangereux. Pour les huiles usagées, l'exploitant a recours à une jauge lors de ses tournées (mesure avant et après chaque collecte) mais précise que les quantités collectées restent déclaratives. Comme prévu par les dispositions réglementaires, l'exploitant procède à la prise d'échantillons témoins lors des collectes avant regroupement. Suite aux différents cas de pollution de cuves aux PCB, l'exploitant indique être désormais particulièrement vigilant aux collectes des déchetteries et précise que les centres VHU et ferrailleurs ne sont plus collectés sur le site de St Alban L'exploitant indique qu'il lui est, dans ces cas, possibles de faire des analyses intermédiaires avant dépotage des camions dans les cuves de regroupement de 50 m <sup>3</sup> . Toutefois, cette procédure n'est pas formalisée.  Concernant les autres déchets, l'exploitant a établi des FID (Fiche d'identification Déchets) pour les déchets génériques tels que les liquides de refroidissement, les aérosols, les filtres à huiles ou les emballages vides souillés. Ces FID précisent notamment la nature du déchet, son conditionnement, le code déchet, etc. Pour les autres déchets dangereux, des certificats d'acceptation préalable (CAP) sont établis.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 5 : Installations d'entreposage internes des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 5.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée:</b> Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires de réception, d'entreposage, de tri, de regroupement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances et préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement sont réalisées sur des aires étanches, incombustibles, résistant aux chocs et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées. [...] Les déchets dangereux sont stockés à l'intérieur du bâtiment déchets dangereux, en cuves ou dans des bennes bâchées tel qu'indiqué sur le plan en annexe 1. Les déchets non dangereux sont stockés en bennes, dans des contenants ou sur palettes comme indiqué sur le plan en annexe 1.
<b>Constats :</b> Comme indiqué précédemment, l'entreposage des déchets dangereux s'effectue soit dans l'armoire de stockage de sécurité pour ce qui concerne les déchets inflammables et les aérosols, soit dans des bennes bâchées ou sous auvent pour les autres déchets. Toutefois, lors de l'inspection, il a pu être constaté que les 2 cuves de 1 000 L (de type GRV) servant au regroupement/reconditionnement des diluants hydro-solubles d'une part, et aux liquides de refroidissement d'autre part, n'étaient pas sous abri. Cette situation n'est donc pas conforme aux dispositions de l'arrêté. Par ailleurs, les palettes-box des batteries sont quant à elles bien entreposées sous l'auvent, mais sans couvercle.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 6 : Transit de déchets dangereux en petits contenants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 5.1.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déchets
<b>Prescription contrôlée:</b> La réception et le stockage des déchets dangereux (hors huiles usagées et liquides de refroidissement) se font à l'intérieur du bâtiment déchets dangereux sauf pour le stockage des emballages vides souillés, des chiffons souillés et des filtres à huile et gazole qui est réalisé dans des bennes étanches et bâchées. Pour le transit de déchets dangereux en petits contenants, les opérations de tri, d'identification et de pesée seront effectuées dans le bâtiment 'déchets dangereux'. Dans le bâtiment déchets dangereux, les stockages sont organisés par compatibilité de déchets avec rétention intégrées aux rayonnages.
<b>Constats :</b> Comme indiqué précédemment, l'entreposage des déchets dangereux s'effectue soit dans l'armoire de stockage de sécurité pour ce qui concerne les déchets inflammables et les aérosols, soit dans des bennes bâchées ou sous auvent pour les autres déchets. Toutefois, lors de l'inspection, il a pu être constaté que les 2 cuves de 1 000 L (de type GRV) servant au regroupement/reconditionnement des diluants hydro-solubles d'une part, et aux liquides de refroidissement d'autre part, n'étaient pas sous abri. Cette situation n'est donc pas conforme aux dispositions de l'arrêté. <b>Il convient de plus que les modalités d'entreposage des déchets dangereux (y compris ceux en simple transit) réellement mises en œuvre soient portées à la connaissance du préfet de façon à ce que les prescriptions de l'arrêté d'autorisation puissent être modifiées en conséquence.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Reconditionnement monoproduit de déchets liquides**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 5.1.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée:</b> Les produits concernés sont ceux listés dans le tableau de l'Article 1.2.1. Le regroupement ne doit pas consister en une dilution. Le regroupement monoproduit de déchets liquides (hors huiles usagées et liquides de refroidissement) sera effectué dans le bâtiment 'déchets dangereux'. Il fera l'objet d'une fiche d'identification de déchets, d'un certificat d'acceptation préalable sur la base de ceux réalisés par les centres de traitement, d'un échantillonnage.
<b>Constats :</b> Au-delà des constats déjà établis précédemment (opérations de regroupement non effectuées sous abri et absence de porter à connaissance des nouvelles modalités de stockage des déchets dangereux), l'inspection a pu constater des opérations de regroupement / reconditionnement de monoproduit sont effectivement effectuées sur le site. C'est notamment le cas des diluants hydro-diluables réceptionnés en bidons de 20 L et regroupés / reconditionnés dans une cuve de 1000 L. Selon la déclaration GERE 2021, 57 tonnes de diluant ont ainsi été regroupées / reconditionnées.  L'inspection signale que le dossier de réexamen IED de l'exploitant indique que la MTD 14 relative à la prévention des émissions diffuses des COV et des poussières, ne s'applique pas au site. Cette MTD prévoit notamment les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- opérations de stockage, manutention etc. dans bâtiments fermés, sous pression adéquate</li><li>- captation des émissions diffuses</li><li>- ...</li></ul> Dans la mesure où des opérations de reconditionnement de diluants sont effectuées sur le site, l'inspection considère que la MTD 14 s'applique. L'exploitant précise toutefois que seuls les diluants hydro-diluables font l'objet d'un reconditionnement, et que les diluants solvantés sont en simple transit sur le site, sans opération de reconditionnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : État des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 71.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, AN bande des 100 m
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> [...] Les fûts, réservoirs et autres emballages des produits ou déchets dangereux sont étiquetés conformément à la réglementation en vigueur. Ils portent en caractères lisibles : - le nom des produits ou le libellé et le code des déchets au regard de l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, - les symboles de danger conformément à la réglementation en vigueur. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> Au cours de la visite, il a pu être constaté que les différents contenants de déchets présents sur le site (cuves, bennes, palettes-box, fûts, GRV, etc.) sont correctement étiquetés. L'affichage présent au niveau de l'armoire de stockage indique clairement la nature inflammable des déchets présents à l'intérieur Pour ce qui est de l'état des stocks, se référer à la fiche de constat n° 2 ci-dessus.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Contrôle des accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 71.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, AN bande des 100 m
<b>Prescription contrôlée:</b> Les installations sont clôturées et fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. [...] Une surveillance est assurée en permanence, notamment par un système de vidéo-surveillance relié à un service de télésurveillance.
<b>Constats :</b> Le site est clôturé et fermé de façon à interdire l'accès à toute personne étrangère au site. Un panneau, situé au niveau du portail d'entrée, indique un numéro d'astreinte à contacter en cas de problème survenant en dehors des heures de présence des chauffeurs (les bureaux étant situés dans un bâtiment voisin). Le site n'est pas télésurveillé ni équipé d'un système de détection anti-intrusion ou incendie. L'exploitant indique la mise en place d'un tel système est prévu sans toutefois s'engager sur un délai.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 7.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, AN bande des 100 m
<p><b>Prescription contrôlée:</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 71.1 ;</li> <li>- d'un système d'alarme incendie avec report d'alarme ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>- de 3 extincteurs 50kg à poudre répartis sur le site ;</li> <li>- d'autres extincteurs répartis sur le site (a minima : un extincteur de 9kg pour 200 m<sup>2</sup> de locaux industriels, un extincteur de 6kg pour 200 m<sup>2</sup> de locaux administratifs) ;</li> <li>- d'une réserve d'émulseur de 0,5 m<sup>3</sup> sur le site. L'exploitant doit s'assurer de la compatibilité de l'émulseur qu'il utilise avec celui utilisé par les pompiers ;</li> <li>- d'un poteau incendie d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implanté de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h pendant une durée d'au moins 2 heures et dont la prise de raccordement est conforme aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.</li> </ul> <p>À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours.</p> <p>Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m<sup>3</sup>/h.</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les parties fermées ou abritées de l'installation sont équipées de détecteurs et d'alarmes d'incendie ;</li> <li>- des détecteurs de gaz sont mis en place dans les parties de l'installation visées à [Article 71.1. présentant des risques de dégagement de gaz ou de vapeurs toxiques. Les déchets inflammables dans les bâtiments des déchets dangereux sont stockés à l'intérieur d'armoires spécifiques équipées de détection et d'extinction automatiques (mousse).</li> </ul> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et d'extinction automatiques. [...]</p> <p><b>Constats :</b> Le site est doté de différents extincteurs répartis sur le site, dont 3 à poudre de 50 kg. Par contre, comme indiqué précédemment, le site n'est pas équipé d'un système de détection incendie reporté.</p> <p>Seule l'armoire de stockage est équipée d'un dispositif de détection relié à un système d'extinction automatique (poudre). Le dispositif de détection incendie n'est pas reporté.</p> <p>Le site n'est pas doté non plus d'une réserve d'émulseur. La modification de cette disposition doit faire l'objet du porter à connaissance évoqué précédemment.</p> <p>La documentation technique de l'armoire de stockage a été présentée mais celle-ci ne contient aucune information relative à l'adéquation de l'agent d'extinction (100 L de poudre polyvalente ABC) avec la nature des produits (déchets) stockés (liquides inflammables et aérosols dans le cas présent).</p> <p>L'exploitant doit donc justifier son choix de recourir à de la poudre comme agent d'extinction plutôt que de l'émulseur.</p> <p>Enfin, l'exploitant doit solliciter le gestionnaire du réseau de façon à justifier de la disponibilité du</p>

débit requis du poteau incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 11 : Moyens de lutte contre les projections

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 7.2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, AN bande des 100 m
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Les aérosols sont stockés dans 3 compartiments d'armoires grillagées.
<b>Constats :</b> Comme indiqué précédemment, les aérosols sont entreposés dans l'armoire de stockage de sécurité. Au-delà du porter à connaissance à recevoir, ce mode de stockage permet de répondre aux dispositions visant à limiter les risques de projections en cas d'incendie. De plus, l'affichage présent à l'extérieur de l'armoire précise bien la nature des déchets présents à l'intérieur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 12 : vérification périodique et maintenance des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, articles 7.5.3 et 7.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, AN bande des 100 m
<b>Prescription contrôlée:</b> Article 7.5.3 : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple). Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.  Article 7.2.5 : [...] L'exploitant s'assure de la vérification périodique, a minima annuelle, et de la maintenance des matériels de détection, de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Les extincteurs font l'objet d'une vérification annuelle. La dernière vérification a été effectuée le 23/03/2022. Le rapport de vérification mentionne la nécessité de remplacer les 3 extincteurs de 50 kg ainsi qu'un autre extincteur du site. Le remplacement des 4 extincteurs a été effectué le jour-même.  Le dispositif de détection et d'extinction de l'armoire de sécurité a, quant à lui, été vérifié le 10/03/2022. Le rapport de vérification a été présenté et ne mentionne aucun dysfonctionnement particulier. Toutefois, l'inspection demande à l'exploitant de s'assurer auprès de son prestataire de la nature exacte des vérifications effectuées, car il semble que seule la partie extinction soit vérifiée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 13 : Rapport annuel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/12/2013, article 8.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée:</b> Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée.
<b>Constats :</b> Les rapports 2020 et 2021 ont été transmis à l'issue de la visite. L'exploitant doit veiller à transmettre annuellement ses rapports d'activité
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet